

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 12/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYMPTTOM VELAY PILAT (ex SICTOM)

Bâtiment La Tour d'Etoile
26 rue des Moletons
43120 Monistrol-sur-Loire

Références : UID4243-DSSP-024-0063
Code AIOT : 0016500127

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2024 dans l'établissement SYMPTTOM VELAY PILAT (ex SICTOM) implanté Combau 43240 Saint-Just-Malmont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroulait dans le cadre du PPC 2024, et avait notamment pour objectif de faire le récolement des deux APMD de 2020 et 2021 et de faire le point avec l'exploitant sur la future cessation d'activité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYMPTTOM VELAY PILAT (ex SICTOM)
- Combau 43240 Saint-Just-Malmont
- Code AIOT : 0016500127
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchets non dangereux

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 30/12/2020, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 8.1.6.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Accès à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 18/06/2012, article 71.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 10/05/2021, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra transmettre le plan à jour de l'intégralité des réseaux du site afin de clore définitivement ce point de l'APMD du 30/12/2020.

La situation administrative du site devra être clarifiée avec le SICTOM, afin de régulariser la situation actuelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/12/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets de lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le SICTOM Velay Pilat, exploitant l'installation de stockage de déchets non dangereux sise au lieu-dit « Combau », sur le territoire de la commune de Saint-Just-Malmont, est mis en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> sous un délai de 6 mois, les dispositions des articles 7.3.3 et 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2012 modifié susvisé ; pour cela, l'exploitant devra apporter les actions correctives nécessaires pour que le cuve de stockage de lixiviats et la capacité de rétention associée respectent les dispositions précitées ; les dispositions de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2012 modifié susvisé afin qu'il n'y ait plus de rejets de lixiviats vers le milieu naturel ; pour cela, l'exploitant devra notamment : <ul style="list-style-type: none"> - sous un délai de 3 mois, vider le bassin des lixiviats au niveau le plus bas possible et indiquer les

dispositions prises pour qu'il soit maintenu à ce niveau ; - sous un délai de 6 mois, équiper le bassin de stockage des lixiviats d'un dispositif de trop plein et de niveau maximal de sorte qu'aucun rejet de lixiviats au milieu naturel ne puisse se produire par son intermédiaire ; - sous un délai de 6 mois, les dispositions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2012 modifié susvisé ; pour cela, l'exploitant devra disposer d'un plan à jour et complet de tous les réseaux de l'ensemble du site, comprenant notamment les plans et schémas du dispositif de trop plein et de niveau maximal du bassin de stockage des lixiviats.
Constats : Le site est concerné par 2 arrêtés de mise en demeure (APMD n° BCTE 2020/185 du 30/12/2020 et APMD n°BCTE 2021/46 du 10/05/2021). Les points 1 et 2 de l'APMD du 30/12/2020 ont été levés en suite de l'inspection du 31/03/2022. Le point 3 (disposer d'un plan à jour et complet de l'ensemble des réseaux du site) n'a pas été régularisé, puisque les différents plans du site présentés par l'exploitant lors de l'inspection du 24/01/2024 comprenant le nouveau quai de transfert ne font pas apparaître de légende, et ne sont pas assez explicites pour déterminer l'intégralité des exutoires des différents effluents. L'exploitant n'a pas été en mesure d'explicitier le positionnement effectif du / des séparateur(s) à hydrocarbures présents, notamment en sortie du bassin des eaux de ruissellement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il lui est donc demandé de fournir à l'inspection un plan détaillé de l'ensemble des réseaux du site comprenant une légende.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets de lixiviats
Prescription contrôlée : Le SICTOM Velay Pilat, exploitant l'installation de stockage de déchets non dangereux sise au lieu-dit « Combau », sur le territoire de la commune de Saint-Just-Malmont, est mis en demeure de respecter les dispositions des articles 2.1.1, 4.2.1, 4.3.2 et 4.3.3 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2012 modifié susvisé ; pour cela, l'exploitant devra notamment : - sous un délai de trois mois : mettre en œuvre toute disposition pour éviter la présence de déchets de plastiques dans le bassin de stockage des lixiviats ; mettre en place un programme de contrôle et de maintenance des systèmes de collecte et de stockage des lixiviats. - sous un délai de six mois, modifier la conception du système de relevage des lixiviats, en installant notamment tout dispositif de sécurité et d'alarme apparaissant nécessaire, de sorte qu'aucun rejet de lixiviats au milieu naturel ne puisse avoir lieu.
Constats : Le point 1 de l'APMD du 10/05/2021 (dispositif permettant d'éviter la présence de déchets plastiques dans le bassin de stockage de lixiviats) a été régularisé par l'exploitant. En effet, un

<p>drain avec un coude permettant l'écoulement du lixiviat et empêchant le dépôt de plastiques a été installé en amont de l'arrivée des lixiviats dans le bassin. En parallèle, de nouveaux filets anti-envols ont été installés en périphérie ouest des casiers. Le point 2 (installation d'un dispositif de sécurité et d'alarme afin d'éviter le rejet de lixiviats au milieu naturel) a également fait l'objet d'investissements de la part de l'exploitant. La cuve de stockage de lixiviats en amont du site est placée sur une rétention étanche, et est munie d'alarmes de trop plein avec retransmission sur le PC du site et les téléphones de 3 agents. Des poires de niveau sont également présentes permettant de couper l'arrivée des lixiviats depuis le bas du site et de suivre le niveau de lixiviat dans la cuve. Dès que la cuve de lixiviats est quasiment pleine, un camion-citerne la vide. Le site dispose d'un camion-citerne de secours en cas de panne. L'exploitant a également investi dans une nouvelle armoire électrique commandant les pompes de relevage alimentant la cuve de lixiviats depuis le bassin en contrebas du site. Cette armoire est dotée d'un système électrique avec alarme et d'un système manuel en cas de panne, afin de pouvoir arrêter le pompage si la cuve de stockage de lixiviats est pleine. Elle est également reliée au PC du site et aux téléphones des agents avec une retransmission en direct des niveaux de lixiviats.</p> <p>L'APMD du 10/05/2021 peut donc être levé.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tableau des rubriques ICPE</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site de l'ISDND de SAINT-JUST-MALMONT accueille actuellement deux activités relevant de deux exploitants distincts. Il apparaît donc nécessaire de régulariser la situation administrative du site, en désignant un seul et même exploitant ou en établissant un transfert partiel d'autorisation du SICTOM vers le SYMPTTOM. Les ICPE présentes sur ce site sont réparties de la façon suivante : l'ISDND de Saint-Just-Malmont (AIOT 001650027), à l'origine gérée par le SICTOM VELAY PILAT (arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2012), est aujourd'hui exploitée par le SYMPTTOM depuis l'adhésion du SICTOM. Le SYMPTTOM gère également le nouveau quai de transfert des ordures ménagères, qui a fait l'objet d'un porter-à-connaissance déposé le 1er décembre 2022; la plateforme de regroupement/transit et de broyage de déchets verts et de bois issus de la collecte reste sous la compétence du SICTOM VELAY PILAT. A ce titre, un porter-à-connaissance a été déposé en mars 2023, et est en cours d'instruction au regard des éléments constatés lors de l'inspection.</p> <p>La plateforme exploitée par le SICTOM fait aujourd'hui partie intégrante du site de l'ISDND gérée par le SYMPTTOM : absence de clôture séparative, absence de réseaux de collecte des effluents liquides distincts de ceux de l'ISDND (risque de dilution des eaux résiduelles), absence de convention entre SICTOM et SYMPTTOM définissant les responsabilités de chacun (par exemple en cas de pollution accidentelle), gestion non séparative des eaux d'extinction en cas d'incendie. Une déclaration de changement d'exploitant a été transmise à l'inspection par courrier du 08/01/24, afin d'officialiser le SYMPTTOM en tant qu'exploitant du site. Cependant, ce courrier laisse à penser que le SYMPTTOM a repris l'ensemble des compétences du SICTOM, y compris la</p>

plateforme de transit / broyage de bois et de déchets verts, ce qui ne semble pas être le cas au vu des constats effectués lors de la visite du 24/01/24. De plus, la demande faite par l'exploitant ne comprend pas d'informations précises sur les capacités techniques et financières, ainsi que la constitution des garanties financières du SYMPTTOM. De ce fait, un courrier a été transmis par la DREAL afin de demander des compléments.

Deux possibilités existent afin de régulariser la situation administrative du site :

- déposer une demande de transfert partiel d'autorisation auprès de l'inspection selon les modalités définies à l'article L. 181-15-1 du code de l'environnement : « Lorsqu'un ou plusieurs tiers souhaitent, avec l'accord du ou des titulaires d'une autorisation environnementale, bénéficier d'un transfert partiel de celle-ci, ils en font la demande auprès de l'autorité administrative compétente. Lorsque celle-ci estime que la modification n'est pas substantielle, que le transfert partiel peut s'effectuer sans porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L. 181-3 et L. 181-4, que les conditions prévues aux articles L. 181-26 et L. 181-27 sont, le cas échéant, réunies et qu'il est possible d'identifier les mesures relevant de chacun, notamment pour assurer l'application de l'article L. 181-12, elle délivre à chaque demandeur et au titulaire initial une autorisation environnementale distincte ».

Ce transfert partiel d'autorisation ne pourra s'effectuer que sous certaines conditions : s'assurer du respect des prescriptions applicables aux installations exploitées, et dans le cas contraire, mettre en œuvre les moyens techniques et financiers afin d'y parvenir.

Il conviendra alors de réaliser deux arrêtés préfectoraux distincts pour chacun des deux exploitants.

- déposer un dossier de régularisation afin d'identifier un seul exploitant (SYMPTTOM) pour l'ensemble des activités exercées sur ce périmètre ICPE.

Dans ce cas, comme évoqué lors de la visite d'inspection du 24/01/24, le SYMPTTOM serait reconnu comme l'exploitant en termes de responsabilités et l'interlocuteur unique de l'inspection des installations classées. Une convention ou délégation explicitant les responsabilités de chacune des deux entités (SYMPTTOM et le SICTOM VELAY PILAT) pourra être établie afin de définir la répartition choisie, mais celle-ci ne sera pas validée ni opposable à l'inspection des installations classées.

Dans ce cas, un arrêté préfectoral complémentaire sera rédigé afin d'actualiser les conditions d'exploitation du site (changement d'exploitant, nouveau quai de transfert, cessation d'activité du site à venir, actualisation des rubriques ICPE compostage/broyage) au nom du SYMPTTOM.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est donc demandé à l'exploitant du SYMPTTOM, au même titre qu'à l'exploitant du SICTOM, de choisir la solution administrative de leur choix et de le faire connaître à l'inspection très rapidement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 8.1.6.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Fin d'exploitation

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, l'exploitant adresse, au moins 6 mois avant la fin de l'exploitation, un dossier comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan à jour d'exploitation du site - un mémoire sur les mesures prises pour assurer la protection de l'environnement - un descriptif de l'insertion du site dans l'environnement - le relevé topographique du site et une étude stabilité du dépôt - l'analyse détaillée des résultats d'analyses des eaux souterraines pratiquées depuis au moins 5 ans accompagnant une étude hydrogéologique - une étude sur l'usage qui peut être fait de la zone exploitée et couverte - les modalités de surveillance que l'exploitant se propose de mettre en œuvre - un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par des garanties financières
<p>Constats :</p> <p>Conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/07/2019, le site doit cesser d'exploiter le casier n°4 le 31 août 2024, pour une quantité totale de déchets de 15 600 T. A l'issue de la période d'exploitation, l'exploitant doit procéder à la cessation d'activité du site et au réaménagement du casier n°4, en mettant en œuvre les dispositions relatives à la remise en état du site et au suivi long terme.</p> <p>D'après l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, au moins 6 mois avant la fin de l'exploitation du site (soit environ au 29/02/2024), l'exploitant doit transmettre à l'inspection un dossier de cessation d'activité comportant un certain nombre de pièces qui sont rappelées ci-dessus. L'exploitant a indiqué par courrier du 29/01/2024 qu'il ne serait pas en mesure de déposer ce dossier car il ne connaissait pas ce délai réglementaire, mais aussi du fait du vote du budget nécessaire à la réhabilitation du casier n°4 se déroulant en avril 2024. Il s'est engagé à déposer ce dossier dans les plus brefs délais en engageant une société spécialisée. Il indique également que les travaux de réhabilitation du casier ne débuteront pas avant 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard de ces éléments, un délai supplémentaire de 2 mois après le 29/02/24 (soit au plus tard le 30/04/24) est accordé à l'exploitant, afin qu'il puisse déposer un dossier de cessation d'activité comportant l'ensemble des pièces requises conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Accès à l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2012, article 71.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site et ses installations doivent être entourés d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté qu'il n'y a plus de clôture au niveau des pompes de relevage, dû aux travaux réalisés récemment. Or le site doit être clôturé sur la totalité de son pourtour.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est donc demandé à l'exploitant de fermer son site sur la totalité de son pourtour dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois